

# Coronavirus: les maisons de repos se sentent mieux armées

Le secteur s'estime mieux soutenu mais s'inquiète du manque de tests. Sans campagne de dépistage intensif, estiment les fédérations représentatives, les maisons de repos et de soins restent vulnérables.



A Arlon, les règles sont strictes mais il faudrait une personne à chaque étage pour les rappeler en continu aux patients et aux familles... - J.-L. B.



Par **Ludivine Ponciau (/30371/dpi-authors/ludivine-ponciau)** et L.K.

Journaliste au service Société

Le 1/08/2020 à 06:00

**C**ette fois, pas question de se laisser surprendre. Les maisons de repos ont tiré les enseignements de l'hécatombe qu'a provoquée la première vague de Covid-19. Trois mois durant lesquels des résidents sont décédés dans des conditions épouvantables sous les yeux d'un personnel dépassé, mal équipé et impuissant. Faut-il le rappeler : près de sept personnes sur dix mortes du Covid-19 en Belgique étaient hébergées en maison de repos.

Aujourd'hui, alors que le virus reprend vigueur, les directions des maisons de repos (MR) et de soins (MRS) sont plus que jamais sur leurs gardes, même si elles s'estiment mieux armées. « Le personnel a été formé et la donne est différente en ce qui concerne le matériel. Aujourd'hui, on dispose d'un stock stratégique », constate Stéphane Mercier, administrateur délégué du groupe Jolimont et directeur général du

groupe hospitalier. « Ce qui est aussi en train de changer, c'est qu'on va vers une acceptation des personnes âgées pour être hospitalisées. Il y a eu un gros frein au moment de la première vague parce qu'on craignait de surcharger les hôpitaux et parce que le pronostic pour les personnes âgées était mauvais. De nombreuses personnes âgées qui auraient dû être hospitalisées ne l'ont pas été ».



En Région bruxelloise, où des cas sont réapparus dans cinq implantations, il a été demandé à toutes les maisons de repos de développer une collaboration avec des laboratoires capables de fournir des tests PCR et de les analyser, ainsi qu'avec une structure hospitalière qui pourrait leur fournir du matériel supplémentaire. Toutes les infrastructures devront également être en contact avec un fournisseur en oxyconcentrateurs.

LIRE AUSSI

**Les maisons de repos, inégales face à l'épidémie** (<https://plus.lesoir.be/295508/article/2020-04-19/les-maisons-de-repos-inegales-face-lepidemie>)

Un protocole et une anticipation qui rassurent le secteur, comme le décrit Christian De Jaer, directeur de Gibbis, la fédération des acteurs du secteur privé associatif des institutions de soins de la Région bruxelloise. « On a affronté la première vague sans y être préparé. Aujourd'hui, la situation est plus sous contrôle même si les choses vont plutôt se mettre en place à partir de septembre. Les institutions ont en tout cas constitué dès le mois de juin une réserve de matériel pour les résidents et le personnel ».

## **Les visites dans un espace aéré**

En Wallonie aussi, des consignes ont été adressées aux MR et MRS. Les visites doivent être organisées prioritairement à l'extérieur ou dans un espace aéré. Le nombre de personnes qu'un résident peut rencontrer s'élève à deux adultes ou un adulte et un enfant de moins de 12 ans en même temps (et toujours les mêmes). Mais les groupes de deux visiteurs en chambre et en dehors de celle-ci peuvent être distincts (soit 4 personnes en tout), précise la circulaire datée du 29 juillet. Les

résidents peuvent sortir de l'établissement au maximum une fois par semaine. En cas de retour d'hospitalisation en dehors de soins ambulatoires ou s'ils s'absentent de plus de 24 heures, ils doivent rester isolés durant 14 jours.

Une deuxième circulaire, s'adressant à tous les hôpitaux du pays, réaffirme en outre que « les résidents des établissements de soins aux personnes âgées, quel que soit leur âge, doivent toujours avoir accès à un transport médical urgent ou à une hospitalisation ». Plus question donc de refuser l'hospitalisation à des occupants de centres de soins résidentiels très affaiblis et contaminés par le Covid-19, souligne Jean-Marc Rombeaux, conseiller à la Fédération des CPAS. La circulaire demande également aux hôpitaux de passer des accords concrets, et sans contre-partie financière, d'ici le 15 août avec les MR-MRS.

LIRE AUSSI

Un lit sur dix en maison de repos n'est plus occupé (<https://plus.lesoir.be/304312/article/2020-06-02/un-lit-sur-dix-en-maison-de-repos-nest-plus-occupe>)

Tout est sous contrôle ? Pas tout à fait... Reste le sujet qui fâche : le testing. À l'instar de sept scientifiques qui se sont exprimés dans une **carte blanche** (<https://plus.lesoir.be/316063/article/2020-07-29/carte-blanche-controler-lepidemie-sans-un-testing-intensif-est-illusoire>) adressée à Sophie Wilmès et aux ministres de la Santé (Le Soir du 30/07), le secteur des maisons de repos réclame la mise en œuvre d'un testing intensif. « Ce qu'on demande depuis des semaines », s'agace Vincent Fredericq, secrétaire général de Femarbel, l'organisation représentative des maisons de repos privées « ce sont des tests pour tous les nouveaux membres du personnel qui entrent en service dans l'établissement, y compris ceux de l'hôtellerie, de l'administration et du service de nettoyage, ainsi que pour les étudiants. Mais ça nous a été refusé. On nous dit que ça ne sert à rien. Jusqu'au jour où... ». Un avis que partagent Christian De Jaer et Jean-Marc Rombeaux. « On ne prend pas les mesures de précaution alors que 80 % des testés positifs sont des asymptomatiques qu'on laisse entrer dans les maisons de repos. C'est un manque total de prudence. Les établissements sont inquiets, le personnel est inquiet ». Dans certaines maisons de repos, prévient Vincent Frédéricq, « on commence à lever le pont-levis ».

# A Attert, on resserre avant d'aplanir

Jean-Luc Bodeux (/19603/dpi-authors/jean-luc-bodeux)

**A** Attert, la Résidence des Ardennes a été une des premières si pas la première de Wallonie à reconfiner ses résidents, dès vendredi dernier. Pas un reconfinement interne total avec obligation de rester en chambre, mais une interdiction absolue de contact avec l'extérieur.

Pierre-Hugues Ponette, le directeur de cette institution de 150 résidents et de 26 résidences-service, soit environ 180 personnes, estime « qu'il fallait repasser à la vitesse supérieure, malheureusement. » Mais il ouvre la porte à un adoucissement à finaliser. « Certaines familles ne respectent pas les conditions de base, et même si elles sont minoritaires, cela engendre de gros risques par rapport aux autres résidents et au personnel. Lors d'une récente réunion organisée par la Province, des directeurs de home où il y a eu des décès nous ont fait le topo de la situation. Cela fait froid dans le dos. Nous n'avons pas envie de revivre ce qui a été vécu en mars-avril, où des homes se sont retrouvés seuls en guerre. En deux jours, les maisons de repos ont dû être transformées en cliniques. J'espère qu'à l'avenir, le pouvoir décisionnel sera plus proactif. »

Heureusement, des mesures strictes ont permis d'éviter le pire. A Attert, un testing général mené le 1er mai, sur les résidents et le personnel, soit 320 personnes, a révélé 100 % de cas négatifs. « Mais à l'heure actuelle, ici comme partout, nous craignons toujours des cas positifs sans symptôme. »

La Résidence des Ardennes a donc pris les devants. Dès vendredi, plus de visite. « C'est vraiment regrettable pour les familles de résidents qui, majoritairement, respectent le règlement : port du masque en chambre, lavage des mains, distanciation sociale, respect des horaires de visite, du nombre de personnes autorisées (2 maximum/jour). Durant ce mois de juillet, il y a eu des débordements. Des gens contournent les règles sciemment. Il fallait réagir alors que les risques augmentent. »

Mais la Résidence espère trouver un futur *modus vivendi* strict, mais qui ne pénalisera pas les familles qui ont joué correctement le jeu. Une réunion était prévue ce vendredi après-midi pour mettre au point un mode opérationnel plus ouvert. « On a retenu les leçons du passé, même si rien de grave n'est arrivé chez nous. Mais cela va nécessiter du personnel supplémentaire pour les contrôles, peut-être des bénévoles », commente Marie-Flore Olmechette, infirmière en chef.

# Le dilemme crucial des maisons de repos pour reconfiner

Mis en ligne le 31/07/2020 à 19:11

Par **Jean-Luc Bodeux (/19603/dpi-authors/jean-luc-bodeux)**

Le retour en force du coronavirus oblige les maisons de repos à reprendre des mesures, elles qui ont été durement touchées par la première vague, du moins certains établissements. A cause, souvent, du non-respect des règles.



© J.-L.B.

**L**es maisons de repos ont durement été touchées, du moins certaines d'entre elles, par la première vague de l'épidémie, de mars à juin. Les contacts sociaux avec les familles se sont réduits à peau de chagrin, c'est un euphémisme. Comment faire face à la seconde vague que l'on veut éviter tout en maintenant un minimum de relations avec les familles ?

A Arlon, le CPAS gère la Résidence de la Knippchen où logent 102 résidents. Là, on croise les doigts car il n'y a pas eu de décès lié au Covid-19 mais de nouvelles mesures ont été prises cette semaine et ce sera plus serré encore dès ce lundi. « On va de fait en revenir aux seules visites au parloir », explique Alain Deworme, président du CPAS et médecin ophtalmologue. « Ce n'est pas de gaieté de cœur mais nous avons constaté que trop de résidents qui quittaient notre établissement pour aller se promener en ville – c'est l'avantage d'être situé au cœur de la ville, mais il y a un revers à la médaille – retiraient systématiquement leur masque dès qu'ils étaient dehors. Et certains sortaient 3-4 fois par jour. C'est trop risqué. Ajoutons-y des retours en famille le dimanche, cela reste problématique car on ne sait pas si des

gens de l'extérieur sont positifs ou non. Tout le monde n'est pas d'accord avec ce mini-reconfinement, comme cette dame dont la maman de 90 ans souffre de la maladie d'Alzheimer. Pour elle, le lien social est primordial, même s'il y a des risques d'attraper le virus ! Mais un cas individuel ne peut emporter la décision globale. On peut entendre la détresse des familles mais l'intérêt général doit primer sur tout, pour la santé des autres résidents et du personnel. »

Durant la période de confinement, la résidence a dû passer comme toutes les maisons de repos par un testing systématique des résidents et du personnel au sens large, c'est-à-dire tous ceux qui avaient un contact, même minime avec la résidence, soit 110 personnes. Seuls deux membres du personnel ont été reconnus comme porteurs asymptomatiques. « Je pense sur cette base qu'il faudrait retester les résidents et surtout le personnel », plaide Alain Deworme. « Ce n'est pas prévu pour l'instant, mais c'est pour moi un vrai problème, et peut-être le problème principal. Si on n'a pas cette assurance, il faut prendre des mesures de sécurité plus fortes, comme les visites au seul parloir... »

Ceci dit, les responsables de la résidence ont déjà dû dès cette semaine prendre des mesures plus strictes en durcissant les conditions de visites. « En chambre, les visites étaient permises avec un masque mais sans contact physique », poursuit Alain Deworme. « Mais nous avons bien dû constater que ce n'était pas toujours respecté, loin s'en faut. Donc, pour ce week-end, les visites ne pourront se faire qu'à un endroit surveillé, avant de repasser lundi à la phase parloir. »

Avec, toujours pendant comme une épée de Damoclès, le risque du syndrome de glissement. « Mais il existe tout le temps », plaide Alain Deworme. « C'est le ressort de vie qui est cassé, quand il n'y a plus d'envie. Avec ces mesures de confinement, cela s'accroît sans doute. Mais on a eu 7-8 décès durant les quelques semaines de début d'année avant le confinement de mars, ce qui était anormal alors que durant le confinement, il n'y en a eu que deux. Ce glissement est donc relatif... »

